

Rapport 2017 de l'Observatoire des sous-munitions

Le nombre de victimes a doublé en 1 an

Paris, le 31 août 2017. Publié aujourd'hui, le [rapport 2017 de l'Observatoire des sous-munitions](#) rend compte de l'augmentation vertigineuse du nombre de victimes d'armes à sous-munitions (BASM) : leur nombre a plus que doublé entre 2015 et 2016. 98 % des victimes, soit la quasi-totalité d'entre elles, sont des civils. Alors que la conférence des Etats parties à la Convention d'Oslo, qui interdit les armes à sous-munitions, se tient du 4 au 6 septembre à Genève, Handicap International appelle les Etats à appliquer le droit international et à faire pression sur les belligérants pour qu'ils cessent d'utiliser cette arme barbare.

Augmentation du nombre de victimes

Chaque année, le rapport 2017 de l'Observatoire des sous-munitions dresse le bilan de l'application de la Convention d'Oslo qui interdit l'emploi, la production, le transfert et le stockage des armes à sous-munitions sur la période allant de janvier à décembre. En 2017, le rapport pointe une augmentation vertigineuse du nombre de victimes passé de **419 en 2015 à 971 en 2016**. Un chiffre très probablement en deçà de la réalité tant la collecte de données est rendue complexe dans certains pays comme la Syrie ou le Yémen.

Syrie, Yémen, Ukraine..., les BASM continuent de faire des massacres

Au total, **6 Etats et un territoire ont été concernés par l'utilisation de sous-munitions depuis janvier 2015** : Syrie, Yémen, Somalie, Ukraine, Soudan, Libye et Haut-Karabakh, territoire disputé entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Selon des informations solides mais pas encore confirmées, des armes à sous-munitions auraient également été utilisées en Irak en 2016 et début 2017. Mais c'est en Syrie que l'utilisation répétée d'armes à sous-munitions demeure extrêmement préoccupante. En 2016, **le conflit syrien a causé à lui seul 89 % des victimes des armes à sous-munitions** recensées dans le monde.

Des bombes à retardement qui ne disent pas leur nom

Alors que la vaste majorité des nouvelles victimes ont été blessées ou tuées lors d'attaques utilisant des armes à sous-munitions, **14% des victimes** ont été tuées ou blessées par des restes de sous-munitions en 2016. 40 % de ces armes n'explosent pas à l'impact. Les sous-munitions deviennent donc aussi dangereuses que des mines antipersonnel et rendent des zones entières inhabitables. La moitié des accidents recensés en 2016 ont eu lieu au Laos (51 victimes), pays le plus contaminé au monde par les sous-munitions. Au total, **26 Etats et trois territoires sont aujourd'hui encore, pollués par les restes de sous-munitions dans le monde.**

LA CONVENTION D'OSLO

La Convention d'Oslo, ouverte à signature en décembre 2008, interdit l'utilisation, le stockage, le transfert, la production et la vente de sous-munitions.

Elle compte aujourd'hui **119 membres** (dont 102 Etats parties et 17 Etats signataires). Deux Etats (le Bénin et Madagascar) ont récemment ratifié la Convention.

Depuis son entrée en vigueur le 1er août 2010, **28 Etats parties ont détruit 1,4 million de stocks d'armes à sous-munitions**, soit 175 millions de sous-munitions. Cela représente 97 % de toutes les armes à sous-munitions. **En 2016, trois Etats parties (Slovaquie, Espagne, Suisse) ont détruit 56 171 armes à sous-munitions.**

A propos de Handicap

International Handicap International est une association de solidarité internationale indépendante, qui intervient depuis 30 ans dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et vulnérabilisées, elle agit et témoigne pour répondre à leurs besoins essentiels et améliorer leurs conditions de vie. Elle s'engage à promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux. Depuis sa création en 1982, Handicap International a mis en place des programmes de développement dans plus de 60 pays et intervient dans de nombreuses situations d'urgence. Le réseau de 8 associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis, France, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse) œuvre de manière constante à la mobilisation des ressources, à la gestion des projets et au rayonnement des principes et actions de l'organisation. Handicap International est l'une des six associations fondatrices de la Campagne internationale pour interdire les mines (ICBL), co-lauréate du prix Nobel de la paix en 1997 et lauréate du Prix Conrad N. Hilton 2011. Handicap International agit et témoigne partout où « vivre debout » ne va pas de soi.

« L'utilisation répétée de sous-munitions en Syrie montre l'absence de considération pour la vie des civils, et dans certains cas, la volonté délibérée de les cibler. La guerre, aussi, a des règles et la Convention d'Oslo en fait partie. Tout doit être mis en œuvre pour qu'elle soit respectée et qu'à terme cette arme barbare soit éradiquée des théâtres de conflit »

Anne Hery, Directrice du plaidoyer de Handicap International.

CONTACT PRESSE

NATHALIE BLIN

04 26 68 75 39

06 98 65 63 94

nblin@handicap-international.fr